

LACTALIS, FATALITAS

En fait de fatalité, dans ce nouveau scandale alimentaire, la CGT relève deux processus qui conduisent à ces événements.

D'un côté, la politique « sociale » de l'entreprise, qui a force de vouloir produire toujours plus avec moins de personnel crée les conditions de la catastrophe. « Du fait de leurs conditions de travail dégradées, les salarié.es ne disposent pas des moyens et du temps suffisant pour faire leur travail » dit ainsi la Fédération CGT de l'Agroalimentaire.

De l'autre, **un recul marqué des services de contrôle de l'État** en charge de la question du respect des règles d'hygiène et de sécurité, à savoir les Services Vétérinaires et ceux de la CCRF (Concurrence et répression des fraudes). À noter que les emplois des « véto » ont été réduits de 603 ETP sous Bruno Lemaire du temps où il était ministre de l'Agriculture. Au fil du temps, les contrôles inopinés se sont mués en contrôles sur RDV, puis en plus de contrôle du tout ! Le monde politique **vit dans la fiction que les entreprises peuvent « s'auto-contrôler »**. Le résultat est patent.

C'est sur le même conte de fée qu'est basé le projet de loi « pour un État au service d'une société de confiance », qui va encore faire reculer les moyens des services de l'État en matière de contrôle des entreprises ! **En particulier sur le contrôle de la fraude fiscale et sociale ...**

La rédaction d'Antidote exige au contraire « qu'il soit mis fin à ces zones de non-droit, où les services de l'État ne peuvent exercer leurs missions républicaines de service public ». C'est sur cette conclusion à peine parodique que nous vous laisserons méditer ...

CONTACT EN SOUFFRANCE

Les centre de contacts (CDC) devaient permettre à la DGFIP de retrouver une certaine efficacité dans l'accueil téléphonique et soulager les SIP. Il y a pourtant loin de la coupe aux lèvres. Outre des conditions de travail que l'on peut qualifier sans outrance de difficiles, ces services de « nouvelle génération » saturent aussi sous la charge de travail. Le CDC installé récemment au Mans a ainsi 6 000 e-contact en stock !

D'après nos informations, un autre CDC a accidentellement « écrasé » 10 000 e-contact en souffrance ... Cela démontre une fois encore que ce ne sont pas les formes d'organisation qui peuvent inverser une tendance lourde, il faut des emplois !

Rappelons au passage, qu'à partir du 15 avril, les CDC se spécialiseront dans les appels concernant le Prélèvement A la Source (PAS) et que l'accueil téléphonique de premier niveau rebasculera sur les SIP ... qui ne cessent de perdre des emplois. Mais rassurez-vous, pour la Direction, tout va très bien se passer ...

CAP 2022 SUR NANTES

La fumeuse concertation CAP 2022 fera étape à Nantes les 25 et 26 janvier prochain. Sans surprise, les thèmes du « forum » porteront essentiellement sur les questions RH. Interministérialité (avec refonte des règles de gestion), formation (avec passage massif sur le numérique), rémunérations (tirées vers le bas), bref il s'agira de réfléchir aux impacts sur les personnels des nouvelles restructurations à venir. La CGT 44 a proposé à l'intersyndicale départementale une action. **Restez à l'écoute !**



JOUR DE CARENCE

Le 16 janvier, la DGAFP a présenté le projet de circulaire permettant le retour de la journée de carence.* En plus d'être injuste et stigmatisante envers les agents publics, cette mesure pose aussi un problème de santé publique. Ce dispositif, comme l'a récemment démontré l'Insee, a certes eu pour effet de réduire les absences courtes. Mais il a également augmenté les absences de longue durée dans la fonction publique d'État entre 2012 et 2014.

Les organisations syndicales, toutes demandeuses du retrait du jour de carence, ont pointé un autre risque : celui que les agents se rendant à leur lieu de travail, malgré leurs symptômes, contaminent leurs collègues et les usager.es des services publics.

* Depuis le 1er janvier 2018, « au nom de l'équité avec le secteur privé », chaque agent malade perd 1/30 de son traitement, mais aussi 1/30 de ses primes et indemnités et un agent à temps partiel perdra de façon proratisée.

